



## Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET

## **Hors commission - Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées - Modification**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Il s'agit de définir pour l'année 2020, pour les agents et les élus de Montpellier Méditerranée Métropole, les modalités de prise en charge des frais induits par leurs missions et leurs déplacements hors du territoire métropolitain. Il s'agit également, pour les personnalités extérieures invitées par la Métropole, de prévoir les conditions de prise en charge des frais liés à leur accueil sur le territoire métropolitain, ainsi que des frais de représentation et de mission dans le cadre de leur participation à des déplacements hors du territoire intercommunal.

Par ailleurs, à la suite de la parution de l'arrêté ministériel du 11 octobre 2019 modifiant l'arrêté ministériel du 3 juillet 2006 (fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié par le décret n° 2019-139 du 26 février 2019), les conditions de remboursement des frais d'hébergement et de transport survenant dans le cadre de l'exercice des missions des agents et des élus locaux ont été modifiées. La délibération n° M2019-163 du 22 mars 2019 doit donc être ajustée et modifiée en ce sens au niveau de la prise en charge des frais de repas.

La modification concerne l'augmentation du taux de remboursement des frais de repas sur l'ensemble du territoire national, pour lequel le seuil prévu initialement par la délibération n° M2019-163 devient, avec la parution de l'article, inférieur au seuil prévu par celui-ci. Les dispositions dérogatoires prévues par les établissements ne pouvant conduire à un remboursement inférieur aux seuils fixés par décret, il convient donc de faire évoluer celui-ci de 15,25 € à 17,50 € pour un repas. Le reste des dispositions prévues par la délibération reste inchangé.

### **1) Prise en charge des frais de mission et de représentation pour les agents de Montpellier Méditerranée Métropole :**

Les seuils de remboursement des agents lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour Montpellier Méditerranée Métropole par délibération n° M2019-163 du Conseil de Métropole du 22 mars 2019.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire métropolitain, les agents sont remboursés à hauteur de :

- 110 € pour une nuitée pour une mission à Paris intramuros, petit déjeuner compris, comme le prévoit le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 ;
- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants, hors Paris intra-muros, petit déjeuner compris ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province, petit déjeuner compris ;
- au réel pour les transports (2<sup>ème</sup> classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique définie par l'arrêté précité et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- de façon forfaitaire à 17,50 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.

En complément, les représentants de l'administration peuvent être appelés à effectuer des déplacements nationaux et internationaux afin de participer à des événements ou des réunions au sein des instances ou organismes où ils représentent la Métropole ès qualités.

Ces déplacements font l'objet d'une délibération *ad hoc*, sauf dans le cas où ils sont pris en charge sur l'enveloppe votée en Conseil et dédiée à cet effet.

Dans le cadre strict, il est proposé de rembourser les frais induits au réel et sur justificatif pour les agents en représentation de la Métropole.

**2) Prise en charge des frais de mission et de représentation des élus de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que du Directeur Général des Services :**

Les seuils de remboursement des élus lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour Montpellier Méditerranée Métropole par délibération n° M2019-163 du Conseil de Métropole du 22 mars 2019.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire métropolitain, les élus sont remboursés à hauteur de :

- 110 € pour une nuitée pour une mission à Paris intramuros, petit déjeuner compris, comme le prévoit le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 ;
- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants, hors Paris intra-muros, (petit déjeuner compris) ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province (petit déjeuner compris) ;
- au réel pour les transports (2<sup>ème</sup> classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- de façon forfaitaire à 17,50 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.

Hors de ce cadre individuel, le Président et les élus de Montpellier Méditerranée Métropole sont amenés à effectuer, en dehors de l'exécution des fonctions dont ils sont habituellement investis, des déplacements indispensables pour le développement et la représentation de la Métropole, hors du territoire intercommunal et des limites du département de l'Hérault.

Ces déplacements ont essentiellement pour objet la promotion et le développement des intérêts de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du gouvernement et des institutions européennes voire internationales ou auprès d'autres collectivités locales et groupements au niveau national appartenant à l'Union Européenne ou à des pays situés en dehors de celle-ci, la participation à des congrès, colloques ou autres manifestations organisées par des structures nationales ou internationales d'intérêt général développant de véritables expertises dans des domaines relevant des compétences de la Métropole. Ils peuvent aussi concerner la représentation de l'institution au sein des personnes publiques ou organismes précités notamment lors de la remise de prix ou de récompenses consacrant les actions menées par l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Dans ce cadre, au titre du mandat spécial, tel que défini dans le point ci-dessus, les élus sont amenés à engager des frais de mission (transport, hébergement, repas) et des frais de représentation. Les frais réels ainsi justifiés dans le cadre du mandat spécial seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole, dans la limite des crédits votés au budget à cet effet, et conformément aux dispositions des articles L. 5211-14, L. 2123-18 du Code général des collectivités territoriales et à la circulaire du 15 avril 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux.

En cas d'événement exceptionnel, une délibération dédiée interviendra.

Il convient par ailleurs d'autoriser, dans le cadre de cette délibération, des frais de représentation pour le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'article L. 2123-19 du Code général des collectivités territoriales, et pour le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes. Ces frais ont pour objet de couvrir les dépenses qu'ils engagent à l'occasion de leurs fonctions et dans l'intérêt de Montpellier Méditerranée Métropole. Le dispositif en vigueur fonctionne notamment par l'attribution d'une carte affaires nominative à débit différé dont le but est de faciliter les modalités de prise en charge et de remboursement des frais exposés. L'ensemble de ces dépenses est remboursé aux frais réels sur présentation des justificatifs originaux.

**3) Prise en charge des frais relatifs à l'invitation de personnalités qualifiées lors de missions hors du territoire intercommunal nécessaires à la promotion et au développement de la Métropole, et des frais relatifs à l'accueil de personnalités invitées sur le territoire de la Métropole :**

Dans le cadre de mission ayant pour objet la représentation et le développement de la Métropole, des personnalités extérieures peuvent être invitées par la collectivité, en raison de leur compétence ou de leur représentativité dans un domaine particulier, à se joindre à la délégation.

Des personnalités peuvent également être accueillies sur le territoire intercommunal, dans le cadre de manifestations organisées par la Métropole.

Dans ce cadre, et toujours dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé de prendre en charge ou de rembourser les frais induits par leur déplacement ou leur accueil, au réel, sur justificatif.

En cas de manifestation d'importance, nécessitant le déplacement ou l'accueil de plusieurs personnalités, une délibération dédiée interviendra.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de prise en charge ou de remboursement des agents et des élus de la Métropole, ainsi que des personnalités extérieures invitées, des frais de transport, hébergement et restauration dans les conditions définies ci-dessus, ainsi que le principe de remboursement des frais de représentation de Monsieur le Président, du Directeur Général des Services sur la base de frais réels et sur justificatifs, dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits correspondants sont imputés sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111100-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.